

Concevoir autrement les projets de développement rural

Depuis une bonne dizaine d'années, il est de bon ton d'annoncer la fin prochaine des projets de développement rural. Le désengagement des États prôné par maints bailleurs de fonds ne devait-il pas aboutir logiquement à l'émergence d'opérations assumées directement par des acteurs locaux privés ou associatifs ? Et pourtant, force est de reconnaître que la mise à l'écart d'institutions étatiques jugées trop bureaucratiques n'a pas sonné le glas des aides et des interventions qui prennent, encore et toujours, la forme de projets. Des projets conçus, organisés et mis en œuvre au nom de « l'intérêt général » par des acteurs extérieurs à la paysannerie, qu'il s'agisse d'Organisations non gouvernementales ou d'agences de financement étrangères.

▼ Le piège des faux projets

Il est vrai que les projets d'aujourd'hui insistent davantage que ceux d'hier sur la nécessaire participation des populations rurales à leur conception et à leur mise en œuvre. C'est bien le cas des projets de « crédits décentralisés » ou de « gestion concertée des terroirs ». Leur intitulé montre un changement réel de mentalité.

Mais sous couvert de participation, trop de projets de développement sont l'expression caricaturale d'approches « clientélistes » : concertation avec des « leaders » politiques ou paysans à la représentativité douteuse, inventaire de « besoins » qui ne prennent pas en compte les différenciations sociales en cours, émergence « d'organisations locales » dont la vocation réelle est de capter les fonds d'origine étrangère... La liste n'est pas limitative.

Comment éviter le piège de ces faux projets de développement qui ne profitent qu'à quelques-uns ou celui

des mauvais projets avec leur cortège de dégâts futurs ? Comment créer les conditions pour que des catégories économiques ou sociales aux intérêts souvent contradictoires – agriculteurs, éleveurs, bûcherons, par exemple – puissent agir pour des objectifs communs pour le bénéfice du plus grand nombre ?

▼ Un diagnostic juste

Ce qui compte, en réalité, c'est de formuler un diagnostic juste de façon à proposer des remèdes efficaces. Mais pour y parvenir, il faut rénover profondément les pratiques et les méthodes de ce que nous appelons précisément l'analyse diagnostic et qui est le préalable à toute formulation de projets.

Ce diagnostic ne doit pas être seulement agronomique – connaître les potentialités et les contraintes du milieu ne suffit pas – il doit être aussi politique et social : il faut dresser un tableau des forces sociales en présence, leurs poids respectifs, décortiquer leur capacité d'innovation ou leurs blocages. C'est justement le rôle des intervenants *extérieurs* à la société étudiée, de mettre en évidence les différences d'intérêt, de comportement et de savoir-faire du groupe, les courants qui le traversent. Seules paraissent en effet légitimes – et donc acceptables – les propositions d'intervention qui reposent sur une connaissance scientifique des situations agraires et des réalités rurales.

Mais attention ! Il ne s'agit pas de prétendre d'emblée à un diagnostic initial précis et complet. L'important est de cerner les problèmes les plus importants et les moyens à envisager en priorité pour les résoudre afin de pouvoir en discuter au plus tôt avec les différentes catégories de population concernées.

Car, rénover les pratiques et les méthodes de l'analyse diagnostic exige aussi de confronter cette esquisse de la société – notre esquisse – à ses membres. Il faut soumettre notre diagnostic – le restituer – aux paysans et aux différentes couches sociales que nous avons identifiées : propriétaires, commerçants, nomades, femmes... Il faut éveiller, susciter, provoquer même un débat nécessairement vif au sein de chaque groupe et entre tous les groupes. Notre métier, c'est d'être une sorte de catalyseur. Nous devons jouer ce rôle pour permettre aux gens de s'exprimer, quitte à revoir notre copie.

Cette étape – la restitution du diagnostic – est aussi essentielle que la précédente pour la formulation de projets de développement. Seule une telle confrontation suscite une participation active des intéressés à la conception des éventuelles interventions à prévoir. C'est le moment où le projet idéal cède la place au projet applicable.

▼ S'adapter à la réalité

Mais un diagnostic n'est jamais définitif. L'environnement économique, social ou politique, qu'il soit local, national ou international, se modifie. Le projet doit s'adapter à cette réalité mouvante. Le diagnostic doit donc être poursuivi et affiné en cours de route. Les projets de développement rural doivent rester en permanence ouverts à de nouvelles initiatives, compte tenu de ces conditions sans cesse changeantes. Le souci de voir davantage les paysans prendre eux-mêmes en charge leur destin ne doit pas nous faire négliger ces influences extérieures.

Marc Dufumier

*Institut national agronomique de Paris-Grignon.
Auteur du livre : Les projets de développement agricole. Ed. Khartala, Paris, 1996.*